

Politique de protection des données relative aux demandes d'aides aux entreprises.

La présente politique de protection des données à caractère personnel a pour objectif d'informer les usagers ou administrés de Limoges Métropole sur les engagements et mesures pris afin de veiller à la protection de leurs données à caractère personnel conformément aux obligations du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD - Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE).

Dans une optique d'amélioration continue et de prise en compte forte des enjeux liés à la protection des données des usagers de Limoges Métropole, cette politique est susceptible d'évoluer afin de se conformer à toute évolution du contexte réglementaire ou de permettre à Limoges Métropole de mettre en œuvre les évolutions les plus pertinentes en termes de sécurité et/ou de fonctionnalités des environnements informatiques qu'elle exploite.

Date de la présente version : mars 2022

1 - Le traitement des données à caractère personnel

Il est défini par toute opération portant sur des données à caractère personnel, quel que soit le procédé utilisé comme par exemple, enregistrer, organiser, consulter, conserver, modifier, rapprocher avec d'autres données, transmettre... ces données.

Un traitement n'est donc pas uniquement en lien avec une opération technique au sens informatique du terme mais relève également d'actions humaines ou organisationnelles préalables, postérieures ou concomitantes aux opérations informatiques proprement dites.

Par voie de conséquence, un traitement de données à caractère personnel n'est pas forcément un traitement informatisé puisqu'il qualifie aussi tous les documents papiers comportant des données à caractère personnel

Dans le cadre des demandes d'aides aux entreprises objet de la présente politique de protection des données, Limoges Métropole a défini un traitement comportant des données à caractère personnel dont le contenu et les modalités sont décrits dans les sections suivantes.

2 - Le responsable de traitement

Le responsable du traitement des données détermine les finalités et les moyens du traitement des données à caractère personnel.

Un organisme qui décide « pourquoi » et « comment » les données à caractère personnel devraient être traitées est le responsable du traitement.

Le responsable de traitement de données à caractère personnel est Limoges Métropole, ayant son siège au 19 rue Bernard Palissy, CS 10001 87031 Limoges Cedex 1 représentée par son Président, Monsieur Guillaume Guérin.

Conformément aux obligations du RGPD, Limoges Métropole a nommé un Délégué à la Protection des Données (DPO, Data Protection Officer) pour piloter la conformité et veiller au respect des droits des personnes dont les données à caractère personnel font l'objet d'un traitement.

Le DPO de Limoges Métropole peut être saisi pour l'exercice de ces droits ou pour toute question relative au contenu de la présente politique de protection ainsi qu'aux traitements qui y sont mentionnés à l'adresse suivante : dpo@limoges-metropole.fr

3 - Les finalités du traitement

La finalité du traitement mis en œuvre ou du ou des fichier(s) créés est définie par l'objectif attendu, ce à quoi va servir le traitement ou le fichier.

Ce principe de finalité limite la manière dont le Responsable de Traitement peut utiliser ou réutiliser les données dans le futur.

Une finalité doit être déterminée, c'est-à-dire qu'elle soit clairement et précisément identifiée afin de

permettre aux personnes concernées de connaître les utilisations qui seront faites de leurs données et celles qui en seront exclues.

Une finalité doit également être explicite, c'est-à-dire qu'elle doit être exprimée de manière claire et intelligible afin d'être compréhensible par les personnes concernées dès la collecte des données à caractère personnel faisant l'objet d'un traitement.

Une finalité doit enfin être légitime, ce qui signifie qu'elle doit être conforme à un cadre réglementaire.

Finalités du traitement	Base légale du traitement
1. Permettre à Limoges Métropole d'instruire le dossier de demande d'aide de l'entreprise (étude de l'éligibilité, traitements administratifs requis...) 2. Permettre à Limoges Métropole d'analyser la situation financière de l'entreprise	Traitement nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi le responsable du traitement (article 6.1-e du RGPD)

4 - Les données à caractère personnel traitées

Une donnée à caractère personnel correspond à toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable.

Une personne physique peut être identifiée :

- directement (exemple : nom et prénom),
- indirectement (exemple : par un numéro de téléphone, un identifiant tel que le numéro de sécurité sociale, une adresse postale ou courriel, mais aussi la voix ou l'image).

L'identification d'une personne physique peut être réalisée :

- à partir d'une seule donnée,
- à partir du croisement d'un ensemble de données.

Conformément aux obligations du RGPD, Limoges Métropole veille à ne collecter et ne traiter que les données strictement nécessaires au regard de la ou des finalité(s) pour laquelle (lesquelles) elles sont traitées, selon le principe de minimisation inhérent au règlement, et à inscrire ces traitements à son Registre des Activités et Traitements.

Données collectées par Limoges Métropole et susceptibles de concerner des personnes physiques en complément des personnes morales

Catégorie de données	Données traitées
Coordonnées	<ul style="list-style-type: none"> • Adresse simplifiée (nom de la voirie, secteur d'un parc d'activités)

Données liées à l'exercice de la profession	<ul style="list-style-type: none"> • Dénomination de l'établissement • Activité de l'établissement • Appartenance à une structure de type association de commerçants ou gestionnaire de secteurs commerciaux et libellé de cette ou ces structures • Données relatives à la fréquence de livraison des marchandises • Données relatives aux modalités de réception, de conditionnement et de stockage des marchandises • Données relatives à la gestion des déchets issus de l'approvisionnement en marchandises • Données relatives à la nature du ou des fournisseurs majeurs
Données liées aux déplacements	<ul style="list-style-type: none"> • Données relatives aux circuits de livraison, à leurs modalités et au stationnement inhérents à ces circuits • Données relatives aux recours à des solutions décarbonées dans le cadre des circuits de livraison ou de distribution

L'ensemble des données listées est requise pour procéder au traitement des demandes d'aide aux entreprises.

5 - La durée de conservation des données à caractère personnel faisant l'objet d'un traitement

Les données personnelles ne peuvent être conservées indéfiniment : une durée de conservation doit être déterminée par le responsable de traitement en fonction de l'objectif ayant conduit à la collecte de ces données.

Limoges Métropole conserve les données à caractère personnel pour la durée strictement nécessaire à la réalisation des finalités selon les modalités suivantes :

Acteur	Durée de conservation des données
Limoges Métropole en qualité de responsable de traitement	<ul style="list-style-type: none"> - Conservation par Limoges Métropole pendant la durée nécessaire à la réalisation des finalités 1 et 2 et pour une durée maximum de 2 ans (premier des deux termes atteint) - Anonymisation des données à l'issue de ce terme pour la réalisation de la finalité 3
Prestataire de Limoges Métropole en qualité de sous-traitant au sens du RGPD	<ul style="list-style-type: none"> - Durée de conservation des données limitée à la durée de réalisation de la prestation d'enquête ainsi qu'au traitement analytique des données pour transmission à Limoges Métropole - Suppression des données des systèmes informatiques du sous-traitant à l'issue

6 – Les destinataires des données à caractère personnel faisant l'objet d'un

traitement

Limoges Métropole n'exploite les données que pour les seuls objectifs définis dans les points précédents relevant de son périmètre de compétences et ne transmet ces données à aucun organisme externe à d'autres fins que celles décrites dans la présente politique de protection des données, nécessaires à la réalisation des finalités décrites.

Dans le cadre des demandes d'aides aux entreprises, les destinataires des données sont les suivants :

- Les agents de la Direction des Transports et des Déplacements de Limoges Métropole.
- Les associations de commerçants ou gestionnaires de secteurs commerciaux pour les seules données issues de l'enquête relatives à leurs adhérents.
- Les partenaires de Limoges Métropole dans le cadre de la finalité 3 exclusivement sur la base de données anonymisées.
- Les acteurs du tissu économique du territoire de Limoges Métropole dans le cadre de la finalité 3 exclusivement sur la base de données anonymisées.

7 – Les conditions d'exploitation des données à caractère personnel faisant l'objet d'un traitement

Dans le cadre des traitements qu'elle opère en sa qualité de responsable de traitement, Limoges Métropole met en œuvre les mesures techniques et organisationnelles lui permettant d'apporter le plus haut niveau de sécurité possible aux données à caractère personnel faisant l'objet d'un traitement et s'assure qu'il en soit de même pour ses sous-traitants au sens du RGPD auxquels elle est susceptible de faire appel.

Dans le cadre des traitements qu'elle opère en sa qualité de responsable de traitement et en cas de survenue d'incident de quelque nature que ce soit concernant les données à caractère personnel faisant l'objet d'un traitement et susceptibles d'altérer leur intégrité, leur confidentialité ou leur disponibilité, Limoges Métropole met en œuvre les procédures prévues par le RGPD incluant la notification auprès de l'autorité de contrôle si celle-ci s'avère requise ainsi que les actions associées à cette notification.

8 – L'information des personnes concernées par un traitement de données à caractère personnel et l'exercice de leurs droits

Limoges Métropole informe les personnes concernées par tous les moyens à sa disposition des éléments figurant dans la présente politique de protection de la manière suivante :

- Par le biais de mentions d'informations synthétiques, sous format papier ou numérique, conjointement à la collecte de données à caractère personnel faisant l'objet d'un traitement,
- Par la mise à disposition, sous format papier ou numérique, de la politique de protection des données associée à tout traitement permettant aux personnes concernées de pouvoir disposer, en complément des mentions d'information synthétiques, d'un document de référence relatif à la manière dont Limoges Métropole conçoit et met en œuvre les traitements.

Chaque traitement de données à caractère personnel ouvre le droit aux personnes concernées d'exercer leurs droits dont le périmètre dépend notamment des bases légales retenues.

Dans le cadre des traitements que Limoges Métropole opère en sa qualité de responsable de traitement pour ce qui concerne les données relatives aux demandes d'aides aux entreprises, les droits que les

personnes concernées peuvent exercer sont les suivants.

- Droit d'accès aux données.
- Droit de rectification portant sur les données.
- Droit à l'effacement des données.
- Droit à la limitation du traitement des données.
- Droit d'opposition au traitement des données.

Indépendamment des droits inhérents aux bases légales retenues pour ces traitements, toute personne concernée a le droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle, en particulier dans l'État membre dans lequel se trouve sa résidence habituelle, son lieu de travail ou le lieu où la violation aurait été commise, si elle considère que le traitement de données à caractère personnel la concernant constitue une violation du RGPD.

Dans le cadre des traitements que Limoges Métropole opère en sa qualité de responsable de traitement, les demandes d'exercice de droits peuvent être formulées auprès du Délégué à la Protection des Données de Limoges Métropole comme spécifié à l'article 2.

Les réclamations auprès de l'autorité de contrôle peuvent être formulées auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) :

- Sur le site web de la CNIL <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>
- Par courrier postal en écrivant à : CNIL - Service des Plaintes - 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

Définition synthétique et générale des droits dont disposent les personnes concernées indépendamment de ceux pouvant être exercés dans le cadre du présent traitement.

Droit d'accès aux données	La personne concernée a le droit d'obtenir du responsable du traitement la confirmation que des données à caractère personnel la concernant sont ou ne sont pas traitées et, lorsqu'elles le sont, l'accès auxdites données à caractère personnel.
Droit de rectification portant sur les données	La personne concernée a le droit d'obtenir du responsable du traitement, dans les meilleurs délais, la rectification des données à caractère personnel la concernant qui sont inexactes. Compte tenu des finalités du traitement, la personne concernée a le droit d'obtenir que les données à caractère personnel incomplètes soient complétées, y compris en fournissant une déclaration complémentaire.
Droit à l'effacement des données	Dans certains cas, la personne concernée a le droit d'obtenir du responsable du traitement l'effacement, dans les meilleurs délais, de données à caractère personnel la concernant et le responsable du traitement a l'obligation d'effacer ces données à caractère personnel dans les meilleurs délais.
Droit à la limitation du traitement des données	Dans certains cas, La personne concernée a le droit d'obtenir du responsable du traitement la limitation du traitement , c'est-à-dire sa suspension.
Droit à la portabilité des données	La personne concernée a la possibilité de récupérer une partie de ses données dans un format ouvert et lisible par une machine. Elle peut ainsi les stocker ou les transmettre facilement d'un système d'information à un autre, en vue de leur réutilisation à des fins personnelles.
Droit d'opposition au traitement des données	La personne concernée a le droit de s'opposer à tout moment, pour des raisons tenant à sa situation particulière, à un traitement des données à caractère personnel la concernant.

Le détail complet des droits exerçables conformément au RGPD est consultable sur

<https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees/chapitre3#Section2>